PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

ELECTRICES, ELECTEURS,

Le 18 novembre, vous allez élire votre député à l'Assemblée Nationale.

En perdant, le 28 octobre, 5 millions de suffrages, dont 44.208 dans notre département, De Gaulle n'a plus le soutien de la majorité du peuple.

En votant pour les candidats du Parti Communiste Français, qui ne porte aucune responsabilité dans l'avènement du pouvoir personnel, et qui l'a toujours combattu, vous manifesterez votre volonté d'un changement complet de politique, et vous assurerez l'échec du candidat U.N.R. GAREL.

LE BILAN DU GAULLISME

- Réduction du pouvoir d'achat pour l'ensemble des salariés,
- Dépréciation des allocations familiales et des retraites vieillesse par suite de la hausse du coût de la vie,
- Les paysans travailleurs condamnés en grand nombre à la disparition,
- Les artisans et les petits commerçants sacrifiés aux intérêts des monopoles,

A ce bilan s'ajoutent de graves atteintes aux libertés, des complaisances complices en faveur de l'O.A.S., la laïcité foulée aux pieds.

En politique extérieure, le sort de la France lié à celui de l'Allemagne d'Adenauer avec ses généraux nazis et ses appétits de revanche, l'hostilité au désarmement, plusieurs milliers de milliards consacrés à une force de frappe aussi vaine que coûteuse.

CONTRE LE RETOUR AU PASSÉ

La IVe République a connu l'instabilité gouvernementale. Pourquoi ?

- Ses gouvernements tournaient le dos aux aspirations populaires, à la paix, au progrès social.
- Des partis se réclamant de la démocratie pratiquaient l'alliance avec la réaction.
- Les communistes étaient éliminés de tous les gouvernements depuis 1947.

Il ne saurait être question de revenir à ces pratiques politiques périmées.

TOURNÉS RÉSOLUMENT VERS L'AVENIR

Le relèvement de la France n'est pas la tâche d'un seul homme, ni d'un seul parti. Il ne peut être réalisé que par l'union avec le Parti Communiste Français de toutes les forces démocratiques.

Le Parti Communiste Français propose un programme qui prévoit :

◆ DANS LE DOMAINE POLITIQUE

- L'élection à la représentation proportionnelle d'une Assemblée Constituante chargée d'établir une Constitution assurant notamment : la souveraineté du peuple, la restauration de la laïcité de l'Ecole et de l'Etat, la libre activité des partis démocratiques et le respect des libertés syndicales, le contrôle démocratique de la radio et de la télévision.

◆ DANS LE DOMAINE ECONOMIQUE ET SOCIAL

- Nationalisation des monopoles capitalistes, participation des syndicats à la direction et à la gestion de ces entreprises,
- Augmentation générale des salaires, traitements, pensions et retraites,
- Construction massive d'H.L.M. avec des loyers abordables,
- Aide aux exploitations familiales agricoles et soutien de la coopération agricole,
- Réforme démocratique de l'enseignement.

◆ EN POLITIQUE EXTERIEURE

- Politique de coexistence pacifique orientée vers le désarmement général,
- Opposition aux entreprises du militarisme allemand, pour une véritable réconciliation avec ce peuple.
- Coopération économique et culturelle avec tous les pays.

CE PROGRAMME SIGNIFIERAIT :

◆ SUR LE PLAN ECONOMIQUE :

L'essor économique des régions sous-développées serait assuré en utilisant les ressources naturelles qui s'y trouvent.

Ainsi serait donné en Bretagne une impulsion particulière à l'exploitation du minerai de fer breton, des gisements d'uranium, d'étain, etc...

La prospection de toutes les ressources du sous-sol serait sérieusement activée.

Il pourrait être créé des centrales atomiques, des barrages identiques à celui de la Rance et notamment celui de la baie du Mont-Saint-Michel.

Cette politique favoriserait l'implantation d'industries dans l'intérêt national.

● L'augmentation des salaires et du S.M.I.G. à 2,30 NF. de l'heure, la suppression des abattements de zone, le relèvement du niveau de vie de la population, supprimerait une des causes essentielles de l'émigration bretonne.

● Le retour aux 40 heures sans diminution de salaire, une quatrième semaine de congés payés, la retraite à 60 ans pour les hommes et 55 ans pour les femmes, la réduction des cadences de travail, permettraient pour notre département de créer au moins 25.000 EMPLOIS NOUVEAUX non agricoles.

◆ POUR LA PAYSANNERIE :

● L'augmentation des salaires favoriserait l'écoulement des produits agricoles et l'abaissement du prix des produits industriels, l'élévation du niveau de vie à la campagne.

● L'aide aux exploitations familiales agricoles pour leur modernisation par l'octroi de crédits à longs termes et à faible taux d'intérêt, la priorité d'achat et de la location des terres aux exploitants familiaux, l'interdiction des cumuls, l'application effective du statut du fermage et du métayage, la réalisation de l'électrification des écarts, des adductions d'eau dans les nombreuses communes qui ne les possèdent pas.

● L'amélioration radicale de l'habitat rural.

● L'extension aux petits et moyens paysans des mêmes avantages que les ouvriers en ce qui concerne l'assurance-maladie et les allocations familiales.

● L'aide à la coopération sous toutes ses formes.

● Le soutien des marchés,
sont des mesures qui modifieraient sensiblement les conditions de vie à la campagne.

◆ SUR LE PLAN SOCIAL :

● Impulser la construction d'installations sportives, de colonies de vacances, de crèches, de dispensaires, etc... dont notre département est trop démuni.

● Entreprendre la construction de logements à loyer réellement modéré. Il faudrait au moins 30.000 logements dans les délais les plus courts.

● créer des cités universitaires pour recevoir, dans les années qui viennent, 20.000 étudiants.

● Procéder à une réforme démocratique de l'enseignement et rétablir la laïcité.

Dans l'immédiat il conviendrait :

● de construire 200 classes pour l'enseignement primaire.

● d'étendre ou de créer des établissements secondaires à Rennes, St-Servan, Vitré, Redon, Fougères,

● de créer des centres d'apprentissage garçons et filles) à Rennes, Fougères, Redon, et des lycées techniques.

La population bretonne ne serait plus contrainte d'émigrer pour vivre.

Ce programme qui permettra d'aller de l'avant, nous vous le soumettons.

Son application dépendra de l'avènement d'un gouvernement d'Union démocratique, substitué au régime de pouvoir personnel agissant pour le compte des monopoles capitalistes.

Pour manifester votre volonté d'aller dans cette voie,

VOTEZ POUR LES CANDIDATS COMMUNISTES

JEAN MACÉ
Retraité . Ancien Conseiller municipal de Rennes
CANDIDAT

JEAN-CLAUDE GUILLERM
Professeur au Lycée de Fougères
REMPLAÇANT EVENTUEL

Vu, le candidat.

Imprimerie Commerciale - Renne